

## L'ÉGYPTE A LA VEILLE DU CHANGEMENT

**Jean-Noël Ferrié**

Directeur de recherches au CNRS, PACTE (Grenoble)

L'Égypte et le monde arabe connaissent depuis quelques années une évolution paradoxale. Les régimes autoritaires ne sont pas en train de se démocratiser, si l'on entend par là que les gouvernants s'avèreraient prêts à donner le pouvoir à leurs opposants. Ils sont, en revanche, en cours de libéralisation, c'est-à-dire que tendanciellement l'autoritarisme tend à se consolider en acceptant un nombre plus ou moins limité de réformes libérales, dès lors qu'elles ne mettent pas en cause l'assise des gouvernants. Ce mouvement représente plus qu'une simple stratégie de survie, au sens où l'entend Brumberg (D. Brumberg, « Democratization in the Arab World ? The Trap of Liberalized Autocracy », *Journal of Democracy*, vol. 13, n°4, 2000) ; il consiste dans une consolidation de l'autoritarisme (M. Camau, « Remarques sur la



consolidation autoritaires et ses limites », dans, A. Boutaleb, J.-N. Ferrié et B. Rey, coords, *L'Autoritarisme dans le monde arabe. Autour de Michel Camau et Luis Martinez*, Le Caire, Cedej (coll. « Débats »), 2005. Cette consolidation a été rendue possible par la victoire avérée des régimes en place sur leurs oppositions, entre les années quatre-vingt et les années quatre-vingt-dix. Cette victoire fut aussi une victoire sur les islamistes, dont la plupart sont entrés dans une stratégie de modération.

A la veille du 11 septembre, le monde arabe n'est donc déjà plus un simple îlot autoritaire, dans un monde de plus en plus démocratique ; il est en train d'expérimenter un certain type d'autoritarisme réformé, marqué par une ouverture plus ou moins importante, en fonction des pays, de l'espace public, une restriction de la répression politique et une dynamique de cooptation généralisée à l'ensemble des élites prêtes à collaborer avec les gouvernants. Les sociétés elles-mêmes sont de plus en plus pluralistes, même si le pluralisme n'y est pas toujours reconnu (notamment, en ce qui concerne les orientations sexuelles). Certes la réislamisation continue sa course, mais, à regarder de près les formes diverses qu'elle peut prendre, elle apparaît, elle aussi, travaillée par un pluralisme complexe. L'Égypte qui n'avait jamais cessée d'être plurielle et complexe est typique de cette dynamique : sortie du socialisme, après la fin de l'épopée nassérienne, entrée, tout d'un coup, dans l'affairisme libéral et la réislamisation, avec Sadate, elle s'est glissée dans la modération avec Moubarak. Le pays n'est pas divisé par des projets politiques antagoniques ; l'opposition – Frères musulmans compris – n'est pas une opposition éradicatrice ; elle n'en a, du reste, pas les moyens.

Semblant contredire cette évolution, un regain de violence embrase la région, après le 11 septembre. Les Américains, assez sommairement persuadés que l'absence de démocratie étaient à l'origine de l'islamisme, envahissent l'Irak, où ne prévalaient ni l'islamisme ni le terrorisme, et veulent soumettre le reste du monde arabe – alliés compris – à leur nouvel impératif démocratique. Si l'on excepte l'heureuse libération du Liban d'une emprise syrienne d'un autre âge, la démocratisation armée n'eut d'autres effets que plonger l'Irak dans la guerre civile et favoriser l'intransigeance israélienne en Palestine. La crainte de déplaire à un allié, certes puissant, mais empêtré dans ses projets globaux et ses difficultés croissantes, ne pouvait, quant à elle, pousser les gouvernants autoritaires à concourir à leur perte, en acceptant l'agenda démocratique américain. Ils ne le firent donc pas. La victoire électorale du Hamas et le succès quelque peu imprévu – quoique sans effets réels – des Frères musulmans aux élections législatives égyptiennes marqua la fin de cet

agenda, d'une manière si rapide que l'on demeure encore étonné qu'il ait pu seulement sembler crédible. Ces deux élections démontrèrent que ni l'Europe ni encore moins les Etats-Unis n'étaient prêts à assumer une victoire islamiste comme conséquence de la démocratie. L'éloge récent des « arabes modérés » par la Secrétaire d'Etat américain comme le bon accueil aux Etats-Unis fait à Gamal Moubarak, le fils et très probable successeur du président Moubarak, témoignent de l'ampleur de ce recentrage stratégique. Ainsi l'échec de l'interventionnisme musclé est-il patent et cette évidence a-t-elle conforté les gouvernants autoritaires arabes dans l'idée que l'« autoritarisme libéralisé » étaient probablement la meilleure des stratégies à suivre, puisqu'ils y trouvaient leur avantage et que nul n'était en mesure de leur imposer une autre. Paradoxalement, si monde arabe semble donc secoué par de nouveaux foyers de terrorisme difficilement contrôlables et d'où peuvent irradier des opérations ponctuelles, les régimes autoritaires s'y consolident en se libéralisant.

L'Egypte du dernier sextennat d'Hosni Moubarak apparaît ainsi tout à la fois robuste et difficile à mouvoir, pluraliste et conservatrice et, somme toute, à nouveau en phase avec les attentes internationales. Si le succès de la politique du chef de l'Etat semble incontestable, quant à la stabilisation interne et externe du régime, on ne saurait affirmer qu'il assurera sa pérennité (ni le contraire). Comprendre ce qui se passe et appréhender ce qui peut advenir, implique, tout d'abord, d'analyser les mécanismes politiques en détail, indépendamment de toutes considérations morales touchant à la nature du régime. En effet, si les régimes autoritaires peuvent être évalués en fonction de ce qu'ils apportent et de ce qu'il retranchent, ils ne peuvent être analysés à la même aune ; ce qui importe, pour l'analyste, est de comprendre leur logique interne et les mécanismes qu'ils mettent en œuvre pour perdurer. Les articles rassemblés, ici, tentent précisément de cerner certains mécanismes et de rendre compte de certaines dynamiques. Ils ne disent pas nécessairement la même chose, mais se focalisent tous sur les événements et les stratégies politiques. Ils tentent de décrire des situations actuelles. Les jeux de libéralisations et de délibéralisation auxquels s'intéresse E. Kienle, les élections de 2000 que décrit A. Boutaleb, le croisement des agendas interne et externe analysé par J.-N. Ferrié et les stratégies du parti au pouvoir étudiées par V. Collombier sont autant d'occasions de mieux comprendre la mécanique complexe mais solide d'un gouvernement autoritaire et « modéré ». L'article de Saadia Radi aborde de manière apparemment détournée — à l'occasion d'un problème de santé publique — un mécanisme politique central dans l'équilibre du régime : la simultanéité de scandales largement relayés par la presse et la faiblesse de leur conséquence en termes de mobilisation. Enfin, l'article de J.-N

Ferrié sur la parlementarisation de l'islamisme, dont la principale partie est consacrée aux Frères musulmans égyptiens, souligne que la modération de l'autoritarisme est, désormais, un jeu réciproque incluant les islamistes.

Les articles d'Assia Boutaleb et d'Eberhard Kienle ont été publiés dans J.-N. Ferrié et J.-C. Santucci, dir., *Dispositifs de démocratiques et dispositifs autoritaires en Afrique du Nord*, Paris, CNRS-Editions, 2006 ; l'article de Virginie Collombier est publié pour la première fois sur ce site. L'article de Saadia est paru dans la *Revue d'épidémiologie et de santé publique* en 2006,

Le premier article de Jean-Noël Ferrié, portant sur l'agenda égyptien, est une version légèrement différente d'un article publié dans *Questions internationales*, n°15, 2005 et le second, portant sur la parlementarisation de l'islamisme, a été publié dans la série *Euromesco papers* en 2005 (n°41).